

**YAKOUREN**

# L'un des ravisseurs d'Hervé Gourdel arrêté

**Une opération menée par les éléments de l'ANP en poste à l'est de Tizi-Ouzou a abouti, samedi en fin de journée, dans la région de Yakouren, une quarantaine de kilomètres du chef-lieu de wilaya, à l'arrestation de l'un des derniers éléments du premier groupuscule ayant fait allégeance à Daesh en Algérie. Un groupe qui s'était fait connaître avec l'enlèvement puis l'assassinat du touriste français Hervé Gourdel, en septembre 2014, sur les hauteurs entre les wilayas de Bouira et Tizi-Ouzou.**

Selon le ministère de la Défense, qui a confirmé cette arrestation, hier, à travers un communiqué sur son site internet, il s'agit du dénommé D. Ahmed, recherché depuis une quinzaine d'années. Une kalachnikov, des munitions et une ceinture bourrée d'explosifs ont été retrouvées sur ce terroriste donné pour être, ou avoir été, membre de Jund Al-Khilafa, le premier groupe ayant officiellement annoncé sa dissidence

d'Al-Qaïda au Maghreb pour rejoindre les rangs de l'Etat islamique avec à sa tête Abdelmalek Gouri.

Un haut fait sur le plan de la lutte antiterroriste puisque avec l'enlèvement de l'alpiniste français, c'est tout un nouveau plan qui a été mis en branle par l'ANP pour contrecarrer les desseins du premier groupuscule de terroristes algériens affilié à Daesh.

Une réorganisation qui a, d'ailleurs, abouti à l'élimination

de la tête pensante du nouveau-venu parmi les groupes terroristes localisés en Kabylie, en décembre 2015 aux Issers, trois mois après l'enlèvement du touriste français, sonnant ainsi le début de la fin de Jund Al-Khilafa. C'est, en fait, vers la mi-janvier de l'année dernière qu'il était clairement établi que l'existence du groupe créé par celui qui était connu sous le pseudonyme de Khaled Abou Souleimane n'allait être qu'éphémère. A la mi-janvier 2015, donc, une opération menée par l'ANP aux environs du village Aït-Saâda, une quarantaine de kilomètres au sud-est de Tizi-Ouzou, se soldait par la mise hors d'état de nuire d'un terroriste et de la reddition d'un autre, répondant au nom d'Abou Abderrahmane. Les informations recueillies par



Photo : DR

**Le nouveau plan mis en branle par l'ANP a porté ses fruits.**

les éléments du Scorat, le Service de coordination opérationnelle et de renseignement antiterroriste, relevant du défunt DRS, allaient permettre la localisation du lieu exact où avait été enterré le touriste français Hervé Gourdel, la première victime de

Jund Al-Khilafa. Samedi dernier, donc, s'est arrêtée la longue cavale de l'un des tout derniers, voire l'ultime, éléments ayant fait partie du premier groupe terroriste en Algérie ayant fait allégeance à Daesh.

**A. M.**

**RÉFORME DE LA JUSTICE**

## 18% de désaccords familiaux réglés grâce à la médiation

**La médiation judiciaire est à l'origine du règlement de 18% des désaccords et autres mésententes familiaux. C'est qu'a indiqué hier M. Ali Boukhelkhal, président de l'Association nationale des médiateurs judiciaires algériens, à l'occasion de son passage au forum d'El Moudjahid.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Lors de cette rencontre, le président de ladite association a mis en exergue l'importance de la structure qu'il préside, en précisant que l'Association nationale des médiateurs judiciaires algériens veut redynamiser le projet en initiant des programmes de formation à l'attention de toutes personnes répondant aux critères de médiateur. Entrée en vigueur le 25 avril 2009 en Algérie, la médiation judiciaire, selon maître Ali Boukhelkhal, président de ladite association, est «un moyen approprié pour le règlement des

conflits à l'amiable». Selon lui, «il est très important que notre système judiciaire accorde de l'intérêt à la médiation judiciaire à travers notamment la formation des formateurs». La formation en question est axée sur plusieurs volets, à savoir «l'explication des bases techniques de la médiation, l'approfondissement aux techniques de médiation, la formation des formateurs aux techniques de médiation, la formation de l'ingénierie pédagogique pour formateurs à la médiation et la formation de base des techniques de médiation dans les bureaux locaux».

Selon notre interlocuteur, «la médiation est un processus d'accompagnement des parties en litige qui se distingue par le règlement à l'amiable du conflit en rétablissant la qualité des relations entre les deux parties».

Et d'ajouter : «Conçue pour sa rapidité dans la recherche des solutions et son économie de temps et d'argent, la médiation constitue ainsi une solution qui garantit les intérêts mutuels des parties.»

En effet, ce mode alternatif de résolution des conflits «est réservé à toutes sortes de litiges, à l'exception du contentieux relatif aux affaires familiales, aux affaires prud'homales et à celles susceptibles de porter atteinte à l'ordre public».

D'après la même source, «il y a là, nécessairement, une mise

au point à apporter et particulièrement quand nous parlons de ces moyens alternatifs de règlement des litiges et des conflits». Il considère à ce titre que «la conciliation est la panacée du juge», et de souligner que le travail du médiateur se base essentiellement sur l'intérêt des uns et des autres et non pas sur la loi. «Sa tâche est de renouer et faciliter le dialogue entre les deux parties», a-t-il expliqué.

En somme, «la médiation pénale constitue une mesure alternative aux poursuites pénales». «La médiation est, par nature, consensuelle : elle ne peut se dérouler qu'avec l'accord des parties», a-t-on expliqué.

Le grand avantage de la médiation est en effet de permettre aussi de (re)nouer un lien entre des parties en conflit et de

préserver l'avenir si elles sont amenées à continuer à entretenir des relations, qu'elles soient de nature commerciale, familiale ou de voisinage. Pour rappel, le ministère de la Justice prévoit la mise en place de mécanismes permettant la médiation juridique, dans le cas des affaires liées aux délits et infractions mineurs, ne portant pas atteinte à l'ordre public. Selon les juristes, il existe près de 140 sortes de délits qui peuvent être traités en dehors des tribunaux, en les confiant à un médiateur légal. La médiation judiciaire dans le pénal sera appliquée dès l'entrée en vigueur de la prochaine Constitution, avait annoncé le ministre de la Justice devant le Sénat, précisant qu'un projet de loi dans ce sens a été élaboré.

**A. B.**

**LA LISTE DES CONVIÉS ARRÊTÉE LE 23 MARS**

## Qui participera au second sommet de l'opposition ?

**En prévision de son second congrès prévu le 30 du mois courant, l'Instance de concertation et de suivi de l'opposition devra tenir un sommet, le 23 mars, aux fins de mettre les ultimes retouches, notamment la finalisation de la liste des participants entre personnalités, acteurs associatifs et syndicaux et chefs de partis politiques.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Il s'agira, lors de ce sommet, d'approfondir les débats pour dégager un programme d'action à même de mettre en œuvre la feuille de route de l'opposition élaborée lors de la première conférence de Mazafran. Ceci non sans avoir à évaluer l'action de l'opposition depuis le premier congrès tenu le 10 juin 2014, évaluation à la faveur de laquelle cette feuille de route sera établie à la lumière des nouvelles données intervenues sur la scène politique et la proximité de rendez-vous électoraux, dont les élections législatives prévues dans une année. Cela dit si, selon M<sup>e</sup> Dabouz, de

nombreux acteurs syndicaux et associatifs seront de ce second congrès de l'opposition puisque ce sont eux qui ont émis le vœu d'y prendre part, la participation de certains acteurs politiques n'est pas certaine. Comme Mouloud Hamrouche dont la présence n'est pas encore acquise. Interrogé fort à propos en marge de la conférence qu'il a animée avant-hier à Sétif, l'ancien chef de gouvernement a affirmé «n'avoir rien à dire».

Il en est de même du FFS qui se dirige vraisemblablement vers l'absence à ce second conclave de l'opposition après avoir été du premier rendez-vous. Son premier secrétaire national n'a de cesse de ressasser comme il l'a fait récemment, estimant «œuvrer pour les intérêts suprêmes de la nation» et «contre une alternative clanique».

S'exprimant en marge d'une cérémonie à Oran à l'occasion de la Journée internationale de la femme, Mohamed Nebbou a souligné que «le FFS est un parti qui œuvre pour les intérêts suprêmes de la nation», ajoutant «nous sommes contre une alternative clanique». Ce

dont se défend M<sup>e</sup> Salah Dabouz, président d'une aile de la LADDH pour qui «la plateforme de Mazafran est vraiment «le strict minimum à partager par tous ceux qui sont convaincus par le changement du système et pas un changement dans le système».

Un FFS qui dit s'en tenir encore à la reconstruction du consensus national, un projet qui constitue, selon Nebbou, «un projet de société et non partisan».

Ceci même si le chargé à la communication du doyen des partis de l'opposition affirme n'avoir pas encore reçu d'invitation de l'Icso. «Dans le cas où nous sommes conviés, les instances du parti se prononceront en temps opportun», affirmait, hier dimanche, Youcef Aouchiche.

Il est à relever que les services de la Drag de la Wilaya d'Alger ont invité, pour hier en début d'après-midi, les représentants du parti des Avant-gardes des libertés pour la remise, certainement, de l'autorisation de la tenue de ce second congrès, selon Ahmed Adhimi, le chargé à la communication du parti que préside Ali Benflis.

**M. K.**